Égypte : À bas la junte militaire ! Bas les pattes devant les étudiants !

REVOLUTION

COMMUNISTE

Gouvernement Hollande-Valls : rien à négocier, tout à renverser ! Arrêt des interventions impérialistes en Irak, en Centrafrique, au Mali !

Depuis le début de l'année universitaire, 371 étudiants ont été arrêtés et au moins un a été abattu par la police. Ces chiffres sont à ajouter à ceux de l'année précédente durant laquelle la police avait assassiné 16 étudiants et en avait arrêté 5 000. Ce déchaînement s'inscrit dans un contexte de répression des travailleurs et de la jeunesse depuis le coup d'État de l'armée le 3 juillet 2013.

Après la révolution de janvier 2011 qui chassa le général Moubarak du pouvoir et amena son lot de conquêtes démocratiques (droit de manifester, liberté syndicale, presse...),

la bourgeoisie tenta de contenir les aspirations révolutionnaires des masses, par le biais des Frères musulmans.

Mohamed Morsi, leur candidat arriva en tête des élections présidentielles de juin 2012. Aussitôt, ceux-ci s'attelèrent à écraser la classe ouvrière. Le gouvernement Morsi interdit les syndicats indépendants, lança les milices islamistes contre les manifestants de la place Tahrir, usa de la torture et du viol contre les manifestants, renforça le rôle de l'Islam, maintint l'accord avec Israël et le blocage de Gaza, laissa intact les intérêts de l'armée (à la fois entreprise capitaliste, corps de répression et relais de l'impérialisme américain qui la fi-

nance chaque année à hauteur de 1,3 milliards de dollars), opprima les femmes, les homosexuels, les chrétiens, les artistes...

Toutefois, incapable de juguler les grèves et les manifestations de plus en plus massives, le gouvernement des Frères musulmans est renversé par le maréchal Al Sissi le 3 juillet 2013, avec le soutien honteux des Socialistes révolutionnaires (SR) et ouvert des nasséristes et du Parti communiste égyptien et du pape copte.

Le nouveau régime militaire ne tarde pas à déchaîner la répression : le 14 août 2013, il écrase au Caire les rassemblements des Frères musulmans. Le 19 novembre 2013, la junte interdit par la loi les grèves et manifestations, elle réintègre l'ETUF (également appelé « centrale Moubarak ») dans son rôle d'avant la révolution de 2011 de syndicat officiel et use également du viol et de la torture au compte du capitalisme.

La junte militaire reste la complice de l'État sioniste colonisateur contre les Palestiniens, en bloquant la bande de Gaza.

L'année scolaire 2015-2014 a vu les universités devenir le lieu d'un fort mouvement de contestation de la junte au pouvoir. Pour se prémunir d'une rentrée explosive, le gouvernement, a jugé opportun de procéder à une vague d'arrestations d'étudiants opposés à la junte quelques jours avant la rentrée du 11 octobre.

En plus de la répression directe de l'année 2013 où les forces de répression usaient d'arrestations, de condamnations sommaires et de torture, pour cette rentrée, la junte a décidé de déployer des blindés aux abords des universités, des policiers masqués parcourent les campus, des grilles en métal ainsi que des caméras ont été installées. L'accès à

l'enceinte des quinze universités du pays est contrôlé par les gorilles de la société privée de sécurité Falcon, utilisant détecteur de métaux et fouilles au corps.

L'arsenal législatif et administratif n'est pas en reste puisque grâce à une loi « anti-terroriste » adoptée le 27 octobre, les étudiants accusés d'avoir « vandalisé » des bâtiments universitaires peuvent être déférés devant des tribunaux militaires. La junte utilise les mesures adoptées par le gouvernement islamiste qu'elle a renversée : ainsi, la loi des universités de 2012 a été amendée pour per-

mettre la nomination des présidents et doyens d'universités directement par le pouvoir, les étudiants peuvent être exclus en s'épargnant la lourdeur des conseils de disciplines, enfin les « forces de sécurité » peuvent dorénavant circuler librement sur les campus et dans les dortoirs. De nouvelles mesures prévoient de s'attaquer au droit d'organisation et aux syndicats étudiants.

De plus, le pouvoir compte sur des milices, les « étudiants patriotes » pour surveiller et dénoncer leurs camarades.

À l'époque de l'impérialisme, la seule classe capable de défendre réellement les libertés

démocratiques et d'aller jusqu'au bout de la révolution, est la classe ouvrière. Il a manqué en Égypte ces dernières années comme partout sur la planète un parti ouvrier révolutionnaire affilié à une internationale ouvrière révolutionnaire.

Pour les libertés démocratiques, pour le droit d'expression, de grève, de manifestation et d'organisation! Égalité totale pour les femmes!

Séparation de l'État et de l'enseignement d'avec la religion! Pour la liberté pédagogique, politique et sexuelle des lycéens, des étudiants et des enseignants! Armée, police, milices privées hors des universités! Gratuité de l'éducation!

Désarmement de la police, de l'armée, des milices privées! Droits démocratiques pour les conscrits! Autodéfense des grévistes, de femmes, des quartiers populaires, des populations chrétiennes!

Libération de tous les prisonniers politiques! Abandon de toutes les poursuites contre les étudiants, les travailleurs, les révolutionnaires, les artistes, les homosexuels!

Rupture des organisations ouvrières et étudiantes avec la junte et tous les partis bourgeois (laïques ou cléricaux)! À bas la junte militaire! Gouvernement ouvrier et paysan! Fédération socialiste d'Afrique du Nord et du Proche-Orient!

21 novembre 2014
Groupe marxiste internationaliste
[section française
du Collectif révolution permanente]

groupemarxiste.info